



SCFP – Sondage sur l'état de l'économie

13 décembre 2011

www.visioncritical.com/arpo



Méthodologie

Aperçu : Angus Reid Public Opinion a mené ce sondage au nom du SCFP Ontario du 7 au 9 décembre 2011. Les participants ont été recrutés sur le Forum Angus Reid. Le temps moyen requis pour compléter le sondage a été de 12 minutes 4 secondes.

Échantillonnage : L'échantillon a été de 2 000 Ontariens. Afin d'obtenir un échantillonnage représentatif de l'Ontario, les données ont été pondérées selon l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, la région et le vote lors de la dernière élection provinciale. La marge d'erreur est de +/- 2,2 %, 19 fois sur 20.

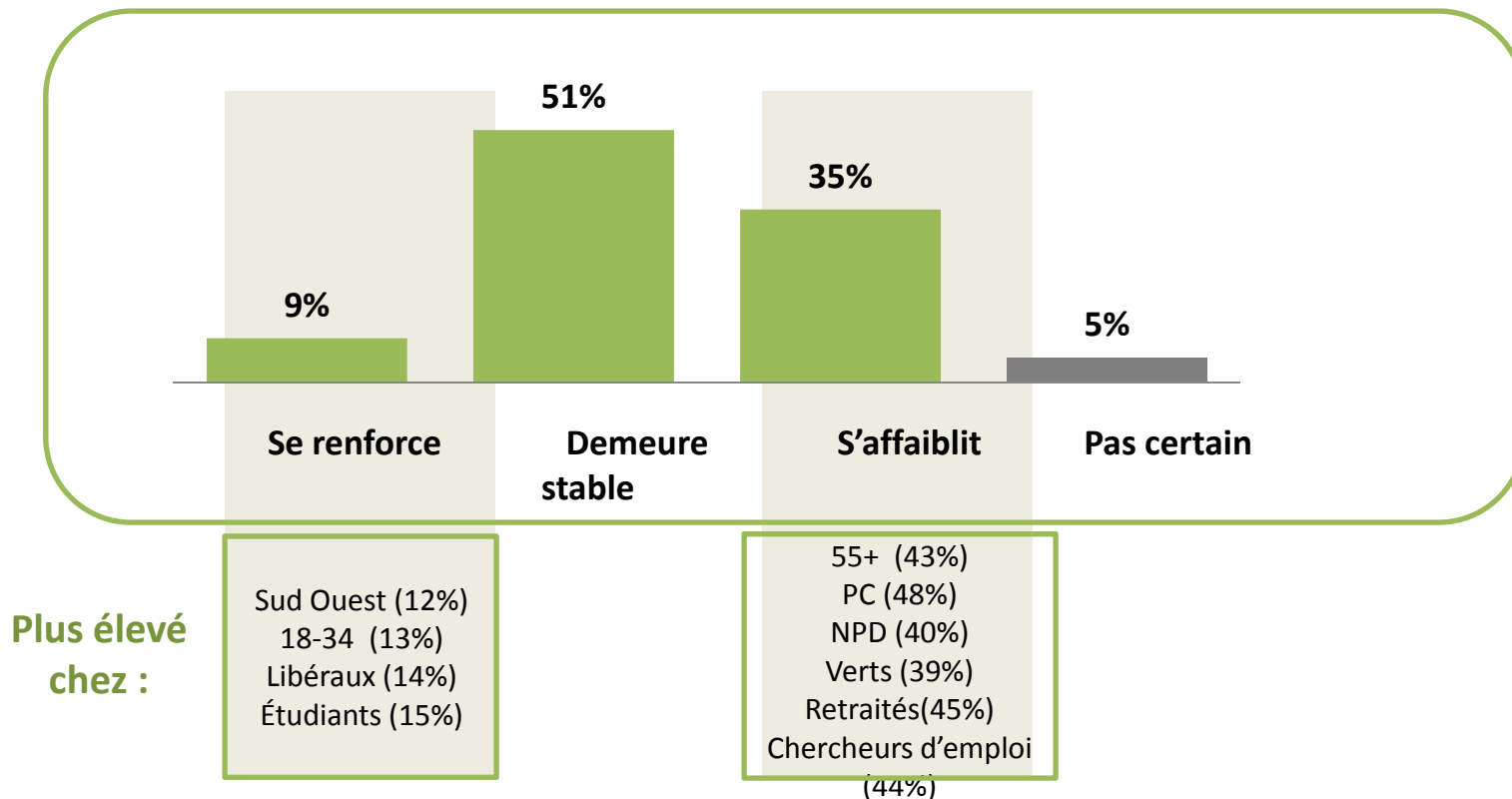
Critères d'admissibilité: Tous les répondants avaient plus de 18 ans et résidaient en Ontario.

Travail sur le terrain : Le travail sur le terrain a été fait entre le 7 et le 9 décembre 2011.

À propos d'Angus Reid Public Opinion : Angus Reid Public Opinion est une firme nord-américain de service complet en sondages et études de marchés à l'avant-garde de l'utilisation d'Internet et de la technologie de média enrichi qui lui permettent de récolter des points de vue de qualité et en profondeur pour un large éventail de clients. Le Dr Angus Reid et l'équipe de Angus Reid Public Opinion sont de pionniers des méthodologies de la recherche en ligne depuis 1995. Basée à Vancouver, Calgary, Toronto et Ottawa et comptant sur des bureaux satellites à San Francisco, Chicago, New York, Londres, Paris et Sydney, notre équipe de spécialistes offre des solutions pour tous les types et secteurs de recherche.

État de l'économie ontarienne

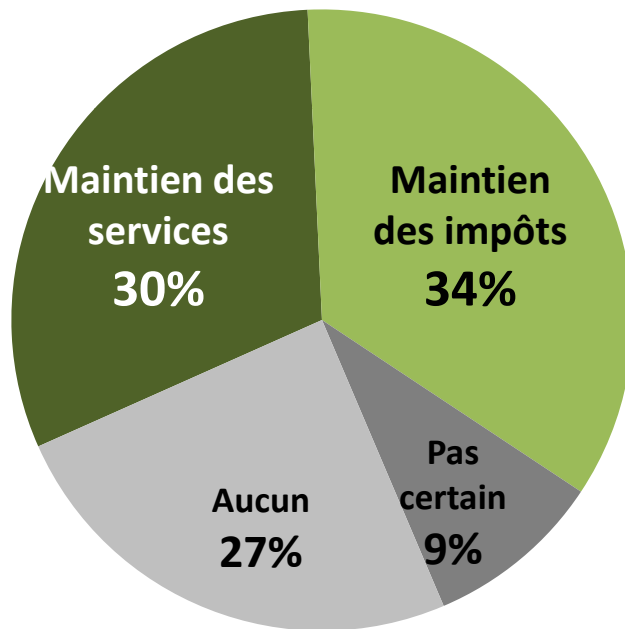
- Alors que la moitié des Ontariens croient que l'économie est stable, un tiers croit qu'elle s'affaiblit.
- C'est chez les plus jeunes que la vision de l'économie est légèrement plus positive.



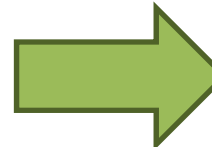
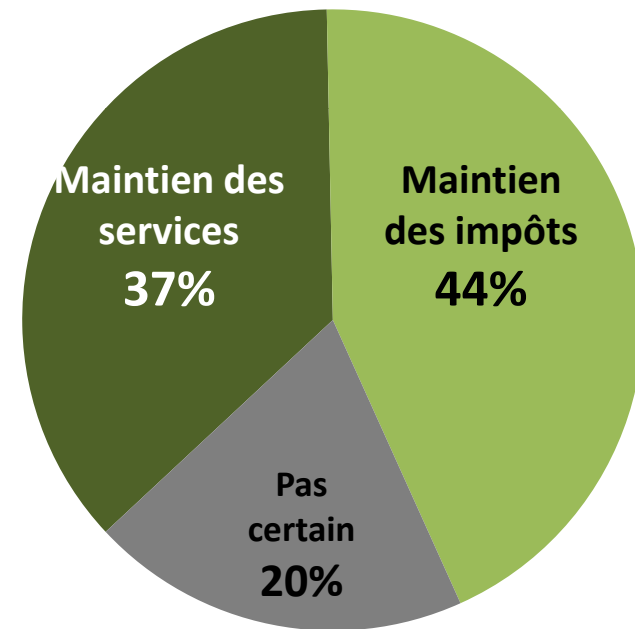
Opinions sur les taxes et les services provinciaux

- Les Ontariens sont partagés sur la question du compromis entre le maintien des services et le maintien des taxes et impôts, mais un plus grand nombre se dit favorable à une baisse des services afin d'assurer le maintien du niveau de taxation.

Première réponse



Si vous deviez choisir...



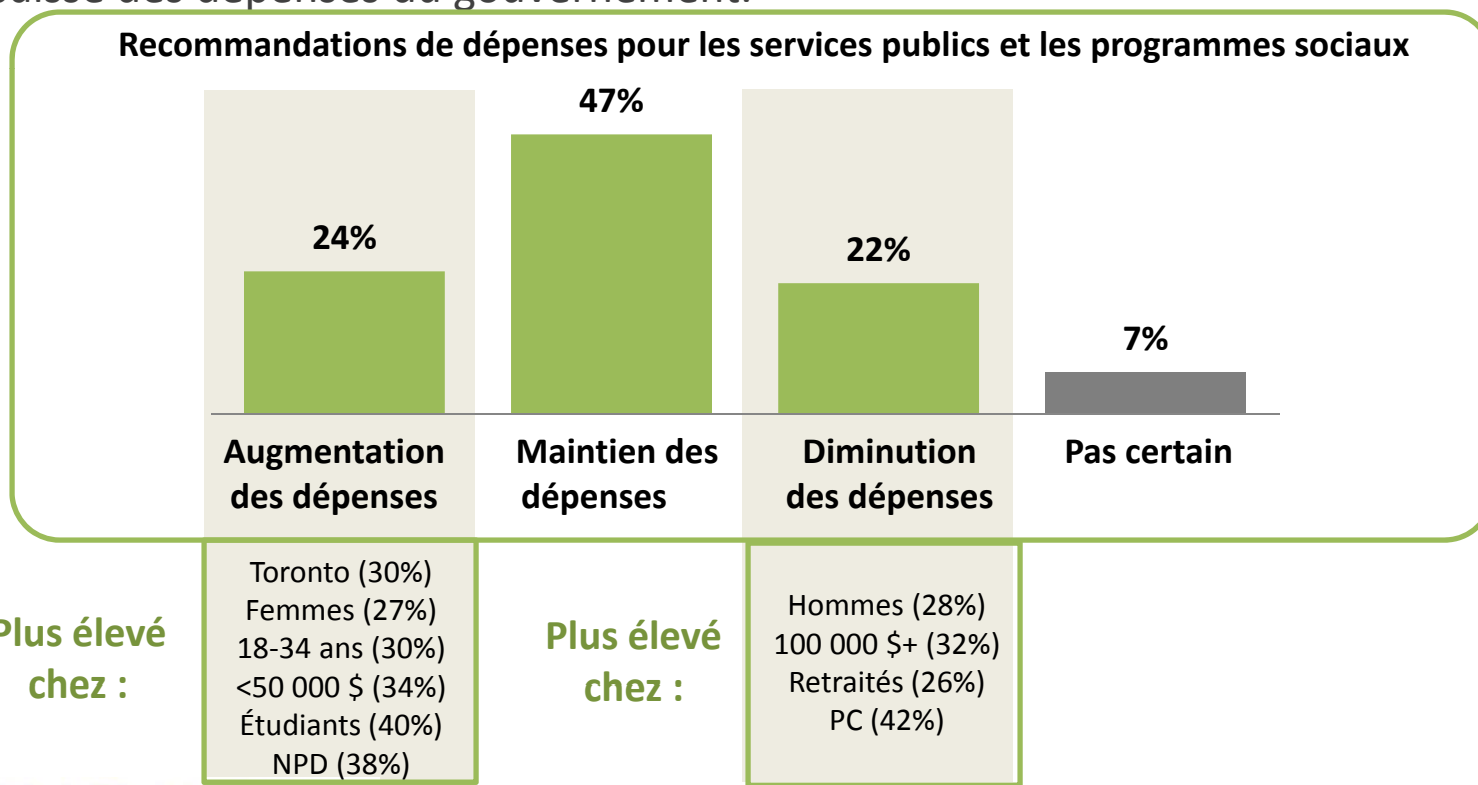
La province doit maintenir le niveau actuel des services, même si elle doit augmenter les impôts.



Je serais favorable à une baisse des services pour assurer le maintien du niveau d'imposition.

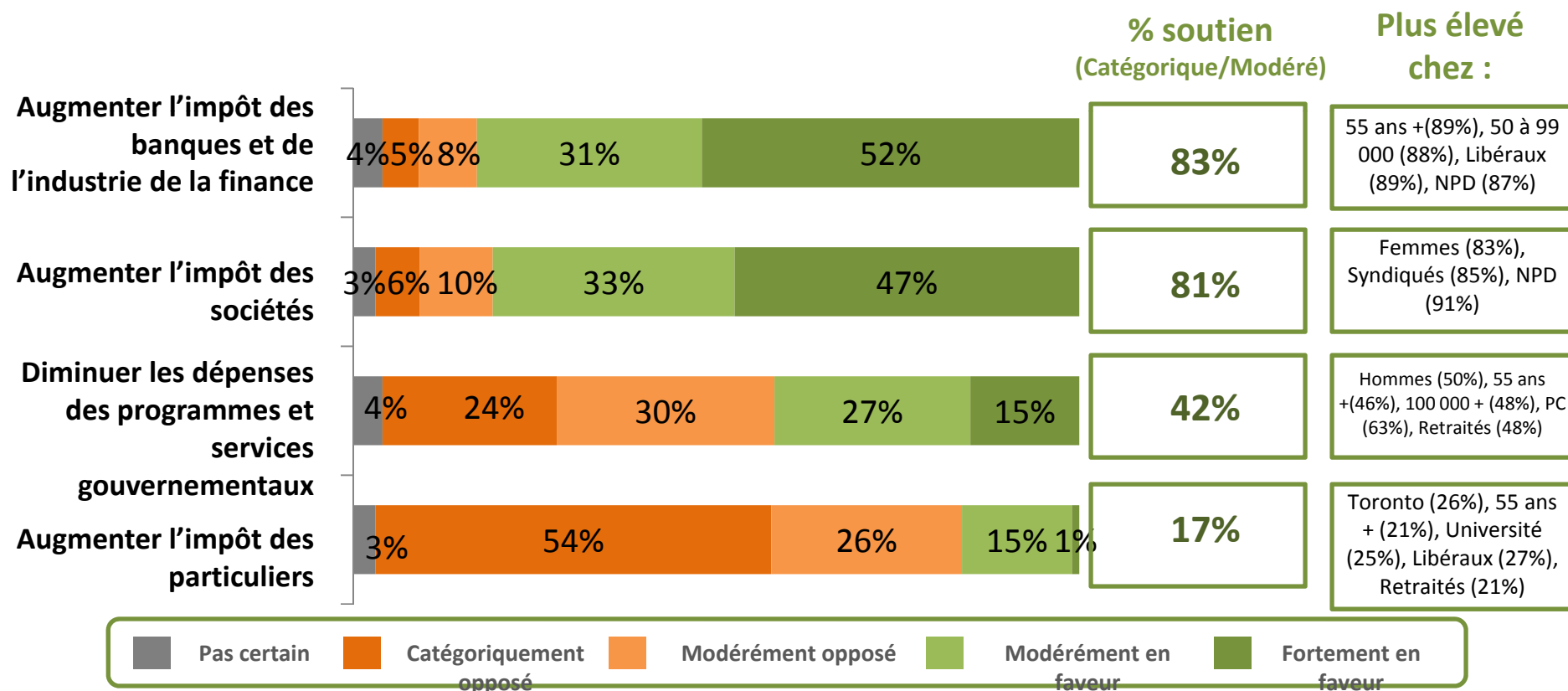
Recommandations pour les dépenses du gouvernement ontarien

- Alors que près de la moitié croit que le gouvernement devrait maintenir le niveau de ses dépenses en matière de services publics et programmes sociaux, le reste est divisé entre l'augmentation et la diminution des dépenses.
- Sans surprise, les Ontariens plus jeunes et à revenu modeste préfèrent que le gouvernement augmente ses dépenses, alors que les gens à revenu plus élevé préfèrent une baisse des dépenses du gouvernement.



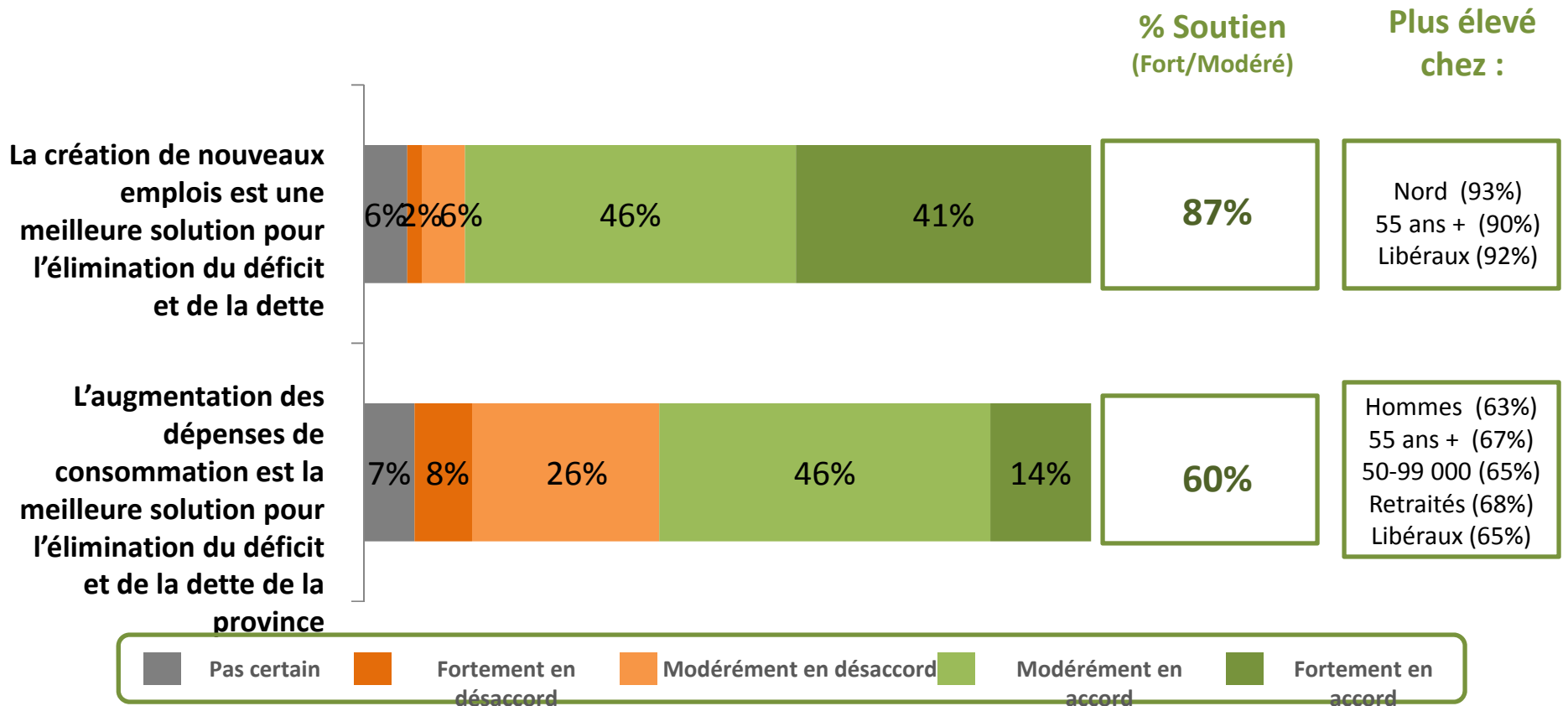
Soutien aux mesures de réduction du déficit

- De tous les choix proposés pour la réduction du déficit, l'augmentation de l'impôt des banques, de l'industrie de la finance et des sociétés arrive en tête.
- Plus de la moitié s'oppose catégoriquement à l'augmentation de l'impôt des particuliers alors qu'un autre quart y est modérément opposé.



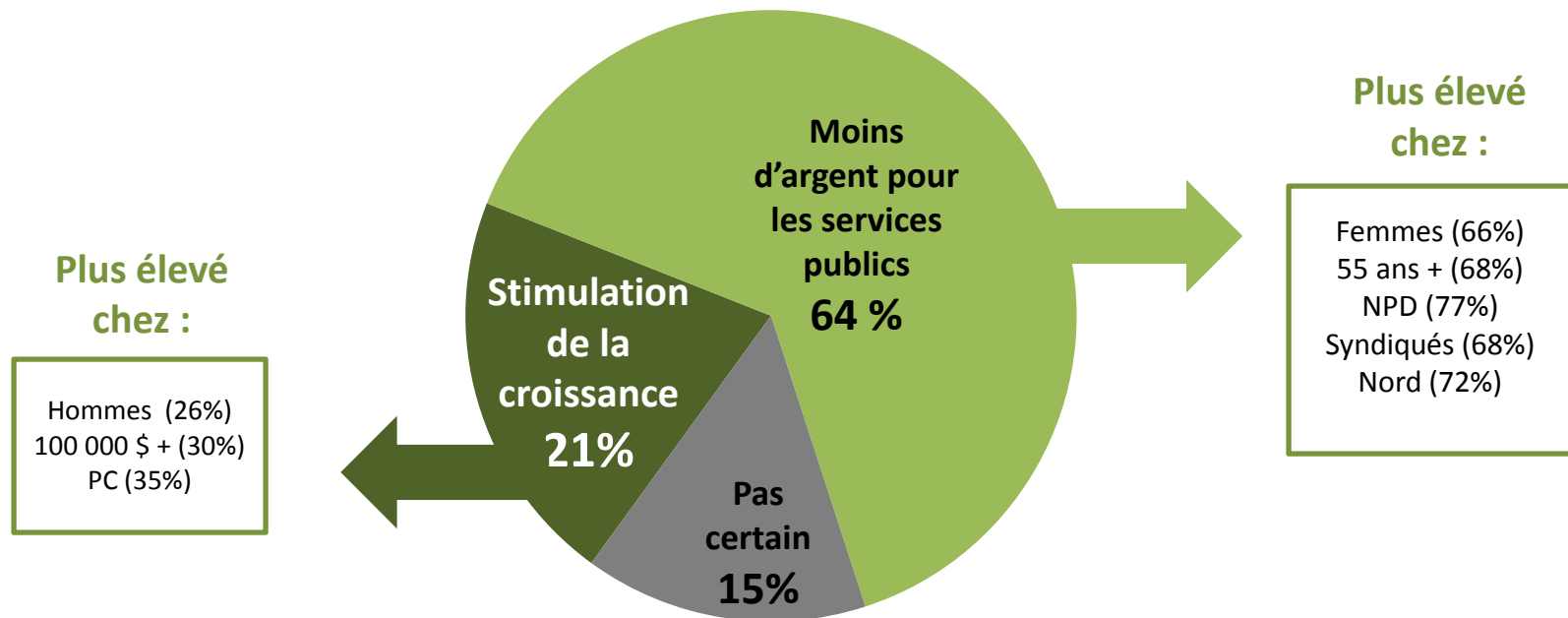
Accord avec les solutions visant l'élimination du déficit/dette

Dans l'ensemble, la création de nouveaux emplois est une solution plus populaire que l'augmentation des dépenses de consommation pour l'élimination du déficit et de la dette.



Énoncé reflétant le mieux l'opinion sur les baisses de l'impôt des sociétés

- Plus de 3 fois plus d'Ontariens croient que les baisses de l'impôt des sociétés signifient moins de revenu pour les services publics et la réduction du déficit/dette et ne sont pas une façon de stimuler la création d'emplois et la croissance économique.



Les baisses de l'impôt des sociétés sont importantes parce qu'elles stimulent la création d'emplois et la croissance économique.

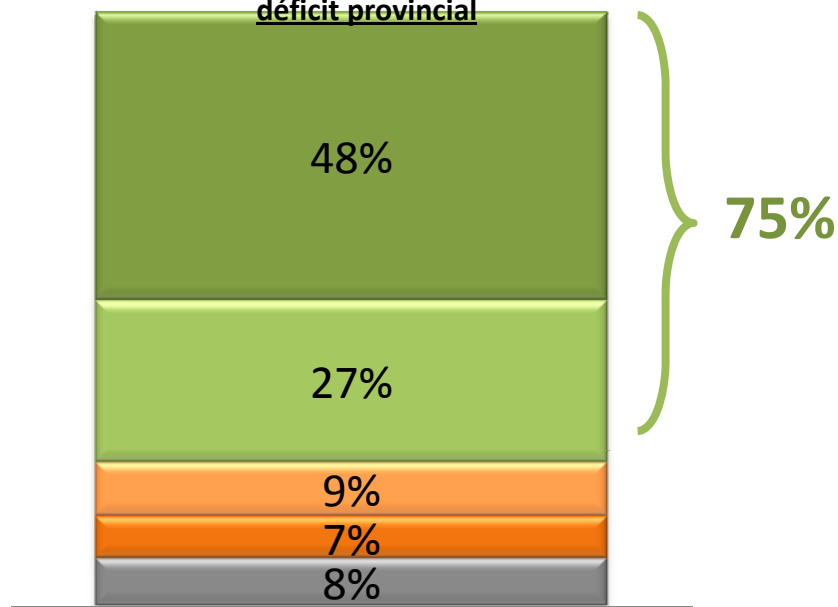


Les baisses de l'impôt des sociétés signifient que le gouvernement récolte moins d'argent pour les services publics (soins de santé, éducation) et pour rembourser le déficit et la dette.

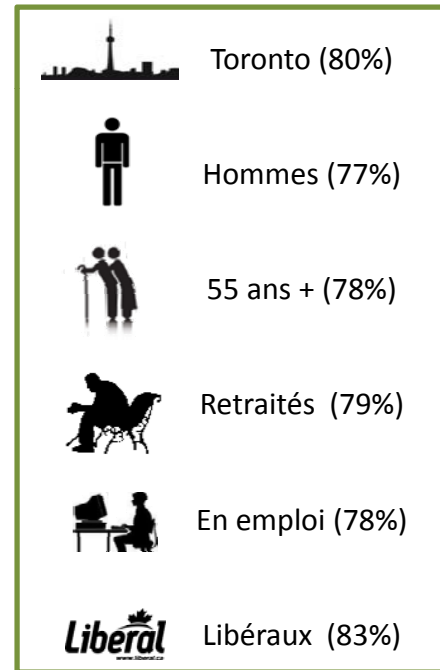
Accord avec le report des baisses d'impôt pour les banques et le secteur financier

- Les trois quarts sont d'avis que le gouvernement ontarien devrait reporter les baisses d'impôt prévues pour les banques et le secteur financier et utiliser les économies à la réduction du déficit provincial.

Accord avec le report des baisses d'impôt pour les banques et le secteur financier et l'utilisation des économies pour la réduction du déficit provincial

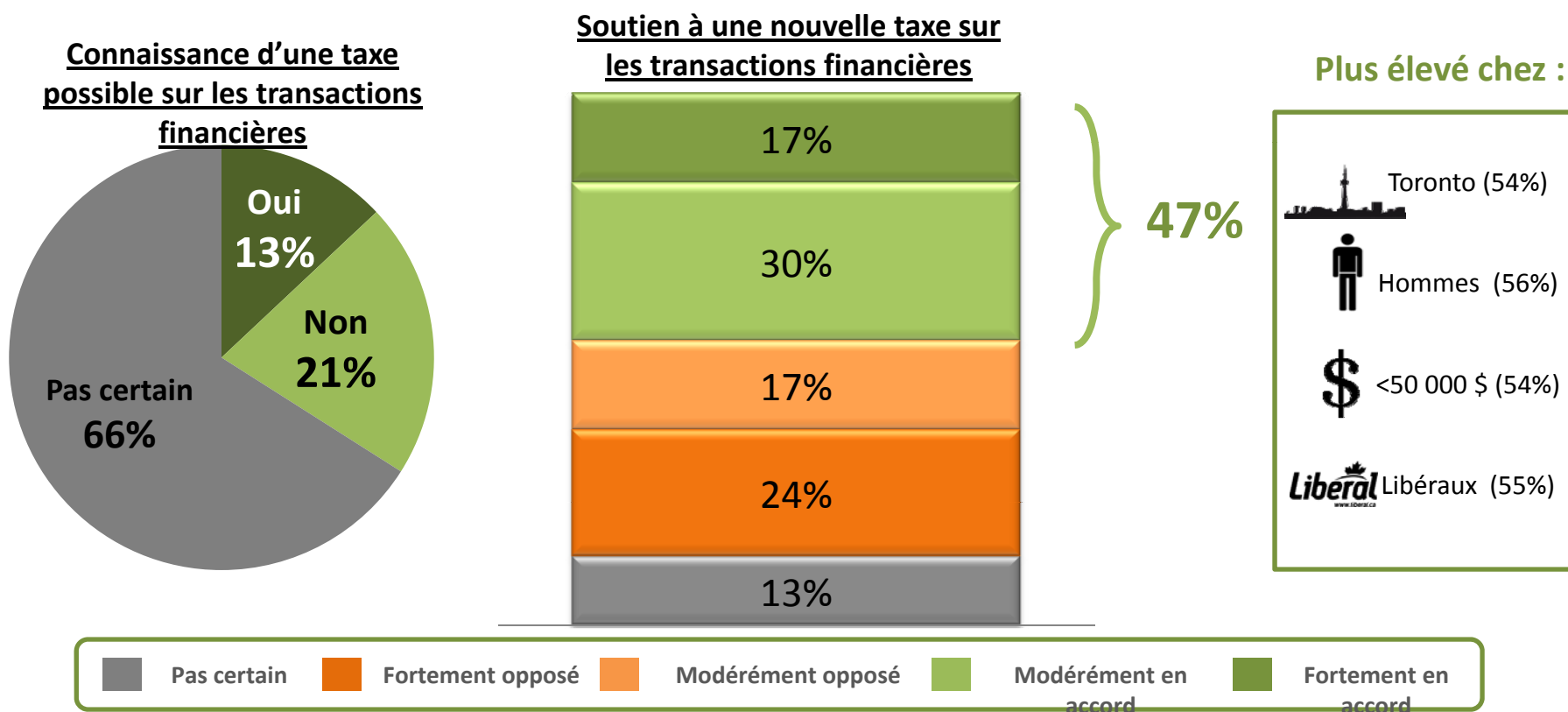


Plus élevé chez :



Connaissance et soutien à une nouvelle taxe sur les transactions financières

- ❑ La majorité des Ontariens ne savent pas si les transactions financières font l'objet d'une taxe.

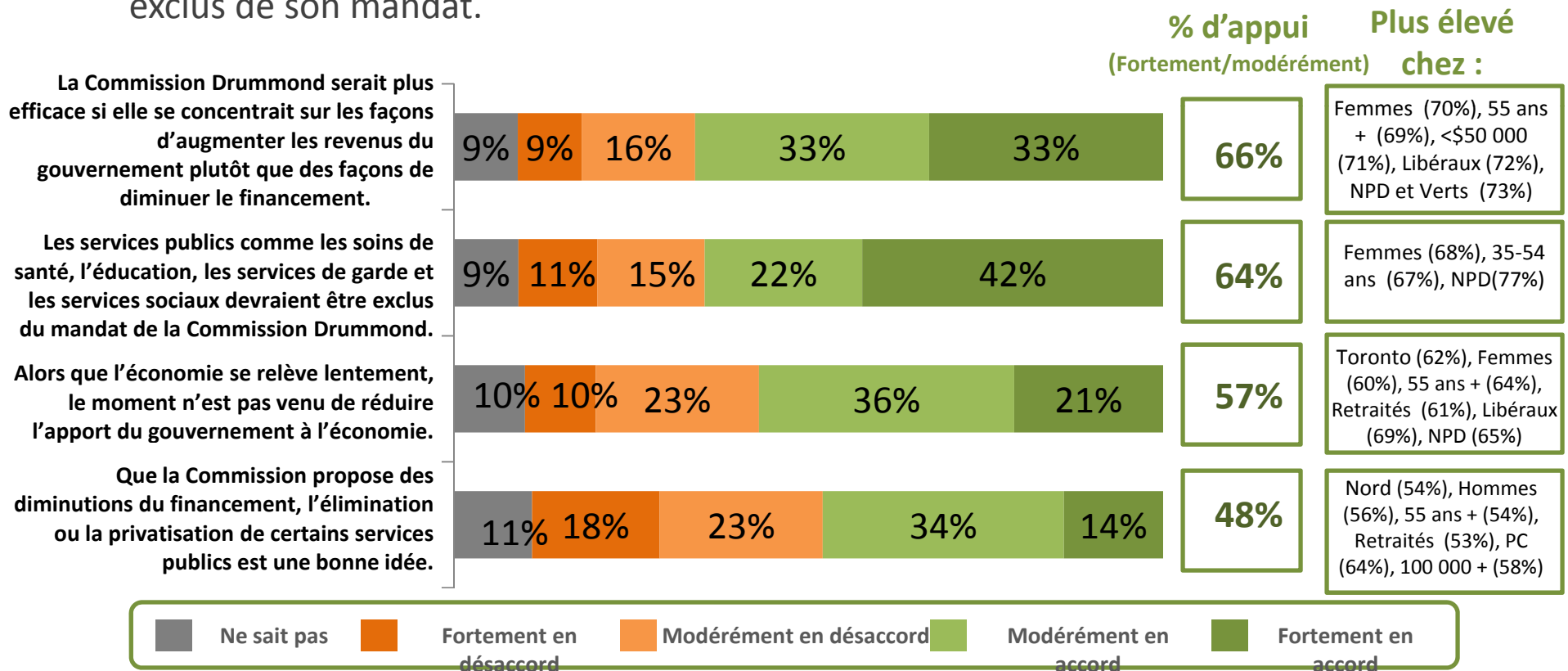


Q11. Au mieux de votre connaissance, est-ce que les ventes d'actions et d'obligations en Ontario sont assujetties à la TPS et à la TVH? En considérant que les ventes d'actions et d'obligations ne sont pas actuellement assujetties à la TPS et à la TVH, certains suggèrent l'imposition d'une « taxe sur les transactions financières » ou « taxe Robin des bois » de 0,05 % sur les ventes d'actions, d'obligations et de devises, en disant que ceci générerait des milliards en nouveaux revenus que le gouvernement pourrait utiliser pour réduire le déficit sans diminuer les services publics. D'autres disent qu'un tel plan serait dommageable pour la croissance économique en réduisant les investissements.?

Base: échantillon total n = 2000

Commission Drummond

- ❑ Le soutien à la Commission Drummond est mitigé, la moitié seulement des répondants affirmant qu'il s'agit d'une bonne idée.
- ❑ Environ deux tiers des répondants sont d'accord pour que la commission se concentre sur l'augmentation des revenus du gouvernement et que les services publics soient exclus de son mandat.



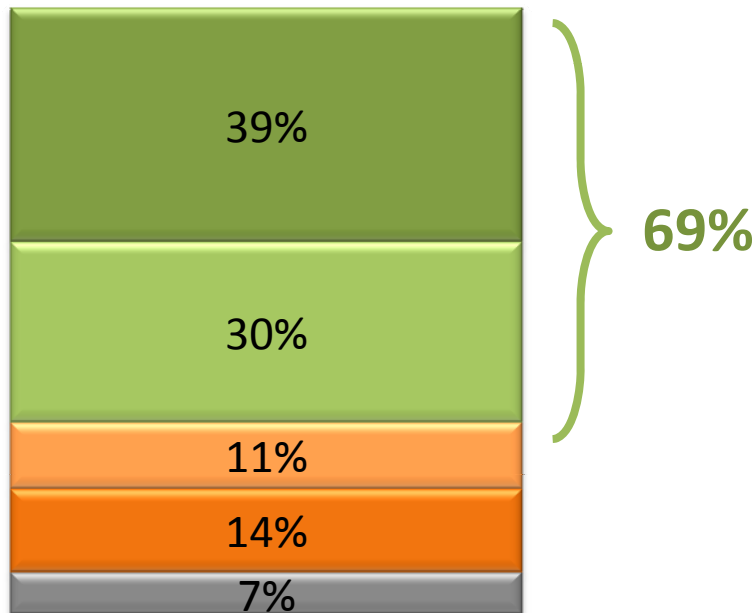
Q13. Pour réduire le déficit, le gouvernement de l'Ontario a créé la Commission Drummond chargée de déterminer où les fonds pour les services publics devraient être réduits en réorganisant, diminuant, éliminant ou dans certains cas, sauf pour les soins de santé, en privatisant le service.
 Base: échantillon total, n = 2000

Accord avec le message véhiculé par Occupons Wall Street

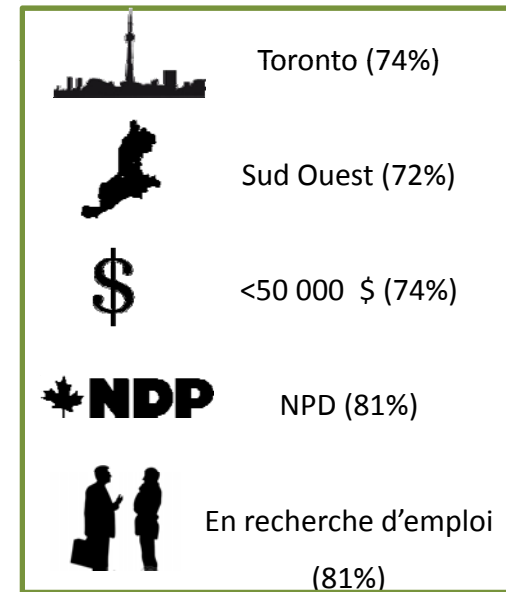
- Plus des deux tiers des Ontariens sont en accord avec le message général du mouvement Occupons Wall Street.
- Des recherches précédentes ont indiqué que le soutien au mouvement lui-même est plus faible.



Le 1 % le plus riche de la population s'accapare une plus grande part de la richesse et du pouvoir au dépend des autres 99 %.



Plus élevé chez :

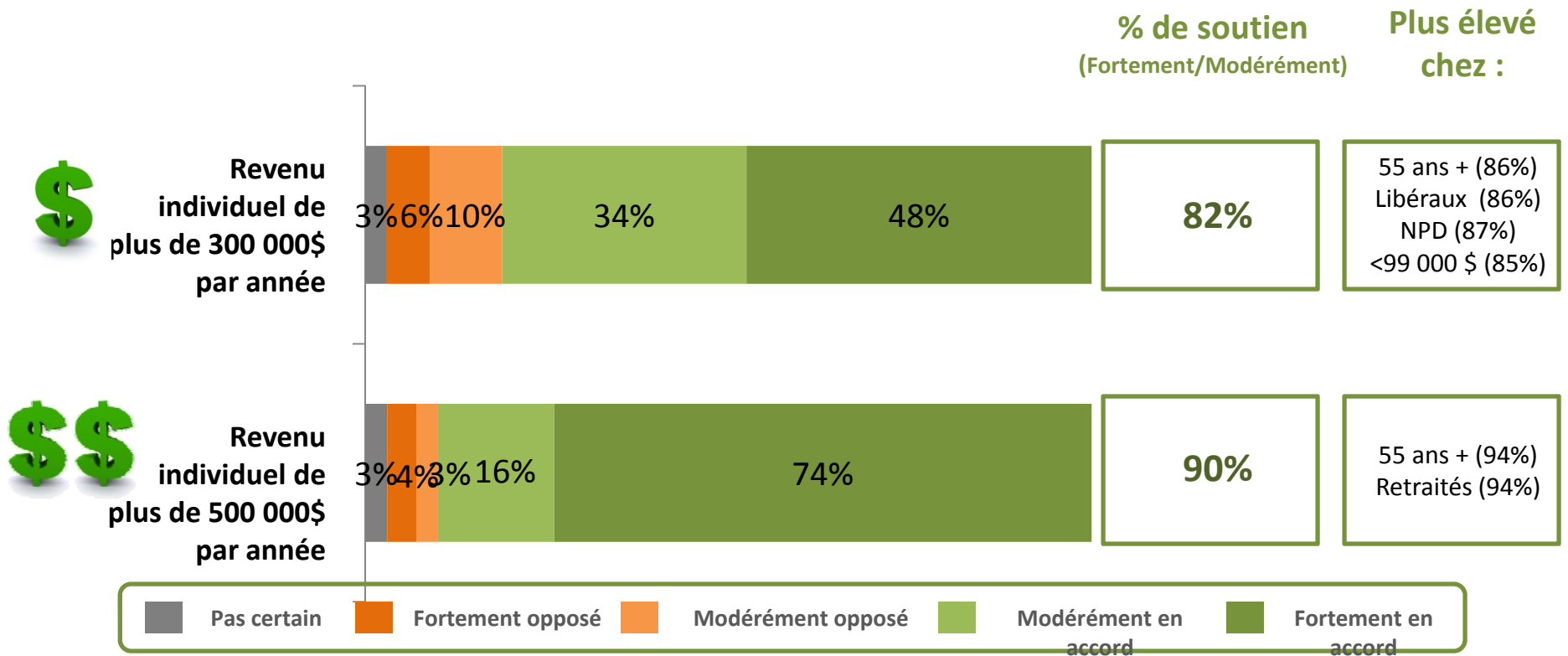


Q21. Au cours des derniers mois, le mouvement OCCUPONS WALL STREET s'est étendu dans des villes du Canada et du monde. Ce mouvement déclare que 1 % des plus riches détiennent trop de la richesse et du pouvoir au détriment de ceux qui composent le 99 % qui reste.

Base: échantillon total, n = 2000

Soutien à une augmentation de 10 % de l'impôt des plus fortunés

- ❑ Près de la moitié est fortement favorable à une augmentation de 10 % de l'impôt des contribuables ayant un revenu supérieur à 300 000 \$.
- ❑ Ce soutien augmente à 74 % pour les contribuables gagnant plus de 500 000 \$.
- ❑ Les jeunes et les gens à haut revenu sont moins enclins à appuyer cette proposition.

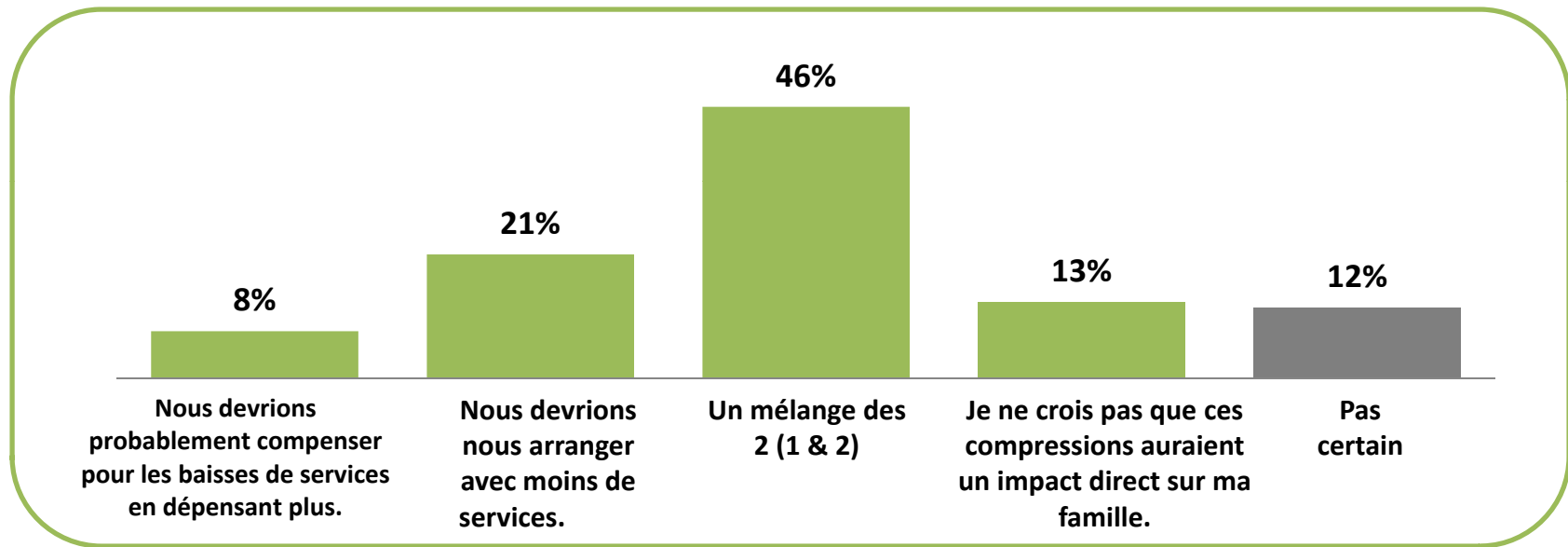


Q7. Certaines personnes, dont le milliardaire américain Warren Buffett, ont suggéré d'imposer une surcharge d'impôts sur le revenu aux salariés à revenu élevé. Avec cette proposition, les individus recevant un salaire au-dessus d'un certain montant pourraient être assujettis à une surcharge de dix pour cent au chapitre de leurs impôts personnels, ces sommes pourraient être utilisées pour réduire le déficit. :

Base: échantillon total, n = 2000

Impact des compressions dans les services

- Si le gouvernement devait imposer des baisses de dépenses, les trois quarts des Ontariens devraient dépenser plus, s'arranger avec moins de services ou un peu des deux..



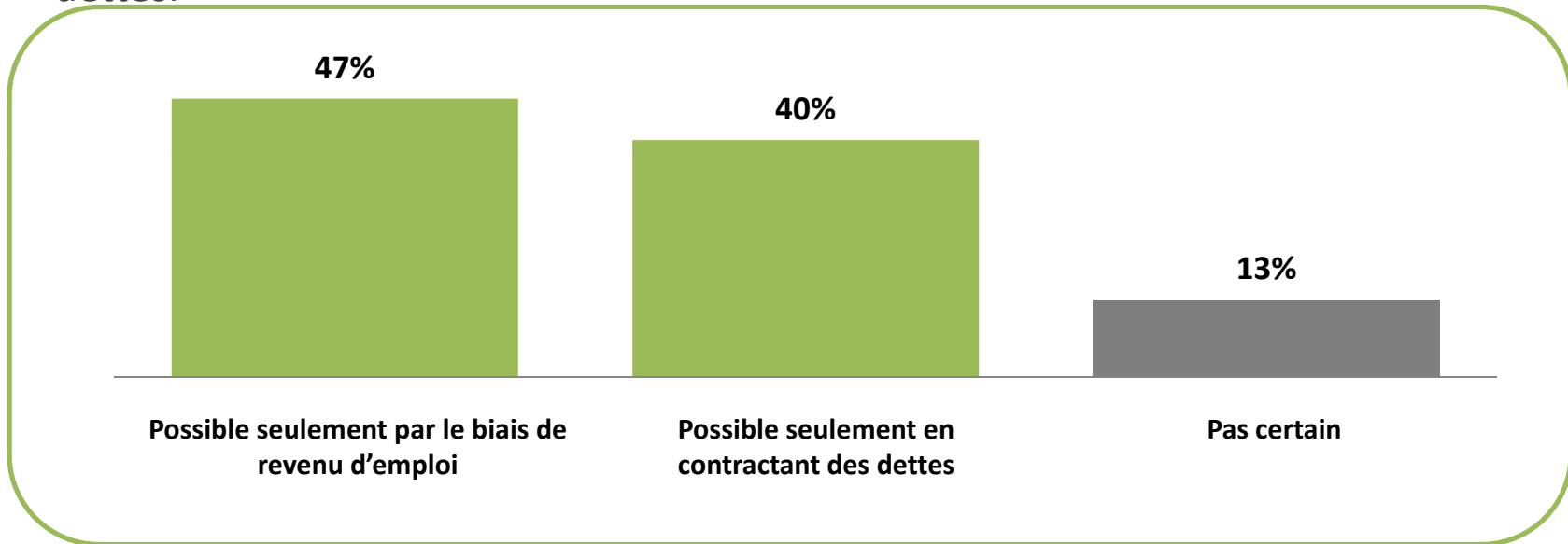
Plus élevé chez :

18-34 ans (11%)	hommes (24%)	Femmes (49%) 55 ans + (49%)	Hommes (15%) 100 000 + (17%) PC (20%) Retraités (16%)
-----------------	--------------	--------------------------------	--

Q15. Le ministre des Finances de l'Ontario Dwight Duncan a prévenu d'éventuelles réductions des dépenses gouvernementales, en dehors de la santé et de l'éducation, pouvant aller jusqu'à 30 pour cent. Selon vous, quel impact, le cas échéant, ce type de diminution des services pourrait-il avoir sur vous et sur votre famille? Base: échantillon total, n = 2000

Style de vie possible selon les gains vs. la dette

- ❑ Près de la moitié des Ontariens considèrent que le style de vie qu'ils ont choisi n'est possible que par le biais de leur revenu d'emploi.
- ❑ Un autre 40 % indique que leur style de vie n'est possible qu'en contractant des dettes.



Plus élevé chez :

Sud Ouest (51%)
Hommes (50%)
55 ans + (53%)
100 000 + (62%)
Universitaires (61%)
Retraités (55%)
PC (55%)

Est (45%)
35-54 ans (46%)
En recherche d'emploi (55%)
NPD (47%)

Q18. En excluant une hypothèque sur une maison ou un condominium ou un prêt-auto, est-ce que vous et votre famille vivez le style de vie que vous avez choisi en utilisant seulement vos revenus d'emploi, ou si le style de vie choisi est seulement possible en ayant des dettes, comme des dettes sur une carte de crédit ou en ayant une marge de crédit personnelle?

Base: échantillon total, n = 2000